

## Qui sont les Grecs ? Traces de guerre, vestiges d'Empire et mémoires en conflit

Anne Couderc

Tout au long de l'année 2005, une intense polémique entre universitaires au sujet de l'identité nationale occupa le devant de la scène et prit la forme d'un vaste débat sociétal. C'est par voie de presse, dans les colonnes des plus importants journaux du pays, *To Vima* et *I Kathimerini* entre autres, que les parties contradictoires s'exprimèrent, incitant l'ensemble de la communauté à la confrontation mais aussi à la réflexion sur ce que sont les Grecs, sur leur rapport à leur passé, à leur langue, à leur culture, mais aussi au reste de l'Europe et du monde. Le point de départ avait été la publication en 2004, quarante ans après sa rédaction, d'un ouvrage inédit de l'historien Nicolas Svoronos disparu en 1989, sous le titre *La nation grecque. Genèse et formation de l'hellénisme moderne*<sup>1</sup>. Au cours de ces échanges dans la presse, Nassos Vayenas, professeur de littérature à l'université d'Athènes et éditeur scientifique de l'ouvrage, défendait l'idée développée par Svoronos qu'il aurait existé une « latente continuité culturelle et jusqu'à un certain point ethnologique » du caractère *hellène* depuis les temps les plus anciens. Une telle continuité aurait selon lui permis une formation nationale très précoce et surtout indépendante de tout facteur extérieur. Il était ainsi amené à qualifier de « lecture idéologisée de l'Histoire » les travaux des historiens qui considéraient que l'histoire de la Grèce s'inscrivait dans celle des nationalités de l'Europe et à les présenter comme « emprisonnés » dans « la théorie moderniste de la nation »<sup>2</sup>. C'est sur ce terrain théorique que se fit la riposte des historiens visés, en particulier celle d'Antonis Liakos :

« [M. Vayenas] soutient que le cas grec constitue une exception qui ne correspond pas aux théories sur la formation de la nation. L'ironie est qu'un tel argument constitue la sempiternelle rengaine de tous les défenseurs du caractère spécifique et exceptionnel de leur nation, l'un des ingrédients de l'idéologie nationaliste elle-même. Depuis la Turquie voisine jusqu'à la lointaine Thaïlande, toutes les nations estiment qu'elles ne ressemblent à aucune autre.

[...] la nation, avec le sens moderne et courant de ce terme, n'est pas un être issu de la nuit des temps mais une pratique, résultant de la profonde transformation intellectuelle et mentale qui a eu lieu au cours des séismes politiques et culturels des deux derniers siècles. C'est pour cela que les historiens ne posent pas de questions du type : "y avait-il ou n'y avait-il pas de nation grecque à cette époque ?" mais des questions beaucoup plus spécialisées. Des questions qui portent sur les fils qui, à un

<sup>1</sup> Nicolas Svoronos, *To Ellhnikó éthnos. Géneση και διαμόρφωση του Νέου Ελληνισμού [La nation grecque. Genèse et formation de l'Hellénisme moderne]*, Athènes, Polis, 2004.

<sup>2</sup> Nassos Vayenas, « Οι περιπέτειες της ελληνικής συνείδησης [Les aventures de la conscience grecque] », *To Vima*, 23 janvier 2005 ; cette citation et la suivante sont traduites par nous.

moment donné, en fonction des conditions historiques particulières du développement de l'Europe contemporaine, ont été tissés pour former la nation. Ou qui portent sur quand et comment les différents groupes de populations se sont identifiés à une nation et ont acquis un sentiment d'appartenance ou de différence<sup>3</sup>. »

Le fait remarquable est que cette polémique qui occupa toute l'année 2005 ait été portée par des organes de presse à fort tirage, même s'il s'agissait pour la plupart de journaux de haut niveau coutumiers du débat intellectuel : elle s'adressait à la communauté nationale dans son ensemble. Son existence même nous renseigne sur les questionnements de la société grecque autour de son identité culturelle et politique, sur son rapport à sa propre histoire et sur ses profondes interrogations quant à sa place dans l'Europe. Il s'agissait, selon les termes mêmes de Liakos, d'admettre ou non le principe que la formation nationale participait du contexte historique européen ou bien si, en refusant de le reconnaître, la Grèce se plaçait hors de l'Europe, quelque part au voisinage de la Turquie ou de la Thaïlande. Au-delà, c'était la place de l'Histoire et des historiens face au processus de construction nationale qui était débattue : Svoronos apparaissait comme un continuateur de l'historiographie nationale et officielle mise en place au XIX<sup>e</sup> siècle, fondée sur une conception essentialiste de la nation<sup>4</sup>. À cette posture s'opposait l'historien moderne, défendant son indépendance et, surtout, illustrant la capacité à analyser la formation de la communauté nationale, construite et *imaginée*, selon le mot de Benedict Anderson, dans un contexte historique global et bien identifié.

Ce débat de 2005 invite à questionner les composantes de l'identité nationale grecque et les problèmes aujourd'hui posés par celle-ci, notamment la façon dont les disparités, les tensions, les conflits et les résistances ont été résolus – ou non – dans ce qui était censé représenter le creuset national. Notamment, on est amené à se demander pourquoi c'est précisément au cours des années 2000 qu'un tel débat se soit élevé, dans un contexte d'apparente prospérité et, du point de vue politique, dans une période que l'on était en train de commencer à considérer comme la fin de la *Metapolitevsi*, la transition politique, commencée à la chute de la dictature des colonels en 1974. La *Metapolitevsi* a longtemps été considérée comme une période de succès politique, économique et social, qui permit, par le retour à la démocratie et le développement économique, de dépasser les séquelles de la guerre civile de 1945-1949 et de la période de la junte, interprétées comme une parenthèse désormais refermée de l'histoire grecque. Mais la nouvelle conjoncture liée à la fin de la guerre froide, à l'intégration européenne et à la mondialisation, puis, à partir de 2010, l'irruption de la crise économique en Grèce, ont amené, depuis la fin des années 1990, à relativiser le cadre interprétatif que celle-ci fournissait, voire, depuis le début de la crise, à contester sa contribution même à la mise en place d'une véritable démocratie

<sup>3</sup> Antonis Liakos, « Μυθολογίες και αγιογραφίες [Mythologies et hagiographies] », *To Vima*, 6 février 2005.

<sup>4</sup> Sur la formation de l'historiographie nationale grecque, voir avant tout Ioannis Koubourlis, *La formation de l'histoire nationale grecque. L'apport de Spyridon Zambélios (1815-1881)*, Athènes, Fondation nationale de la recherche scientifique, 2005 ; voir aussi, du même auteur, « Η Επανάσταση του 1821 και η δημιουργία του ελληνικού εθνικού κράτους στις πρώτες μεγάλες αφηγήσεις της νεότερης ελληνικής ιστορίας : από την πολυπαραγοντική ανάλυση στο σχήμα της εθνικής τελεολογίας [La révolution de 1821 et la création de l'État national grec dans les premières grandes narrations de l'histoire grecque moderne : de l'analyse de facteurs multiples à la formation de la téléologie nationale] », dans Petros Pizaniyas (ed.), *Η ελληνική Επανάσταση του 1821. Ένα ευρωπαϊκό γεγονός [La révolution grecque de 1821, un événement européen]*, Athènes, Kedros, 2009.

et à une intégration à l'Europe sur des bases solides<sup>5</sup> : ainsi que le constate Antonis Liakos lui-même, dans l'ouvrage scientifique qu'il a produit à l'issue de ce débat dans la presse, l'incertitude face à l'avenir, toujours, se traduit par l'incertitude face à la nation<sup>6</sup>.

Pour aborder de telles interrogations, qui permettent d'appréhender les problèmes de la société grecque d'aujourd'hui, nous nous proposons, dans un premier temps, de présenter les acceptions de la notion de nation et les termes qui se rapportent, en grec, à l'identité de la communauté nationale. Dans un second temps, à partir d'un lieu de mémoire dont la conservation a posé un problème particulier au début des années 2000 et dont le devenir n'est toujours pas définitivement fixé, nous tenterons de comprendre ce qui se joue, sous l'identité nationale *hellène*, pour la gestion et la revendication d'identités et de mémoires divergentes, liées, entre autres, aux traces des conflits qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle. Enfin, nous aborderons dans un troisième temps l'émergence d'une demande sociale de reconnaissance et de prise en compte publique des grands traumatismes vécus dans l'histoire récente de la Grèce et la présence de mémoires collectives antagonistes, de « traumatismes culturels » partagés, peut-être plus qu'avant, par une partie élargie de la communauté nationale.

## Identités et communautés concurrentes

En grec, deux termes non équivalents se rapportent à l'identité grecque, ou plutôt aux identités grecques : « *Ellines* » et « *Romioi* ». Dans les langues étrangères, cette distinction n'est pas perceptible puisqu'un seul nom est employé : celui de « Grec », issu du terme « *Graikos* » repris par le latin « *Graecus* », qui désignait les populations d'une partie de l'Épire et qui fut étendu, dès l'Antiquité, aux populations de culture grecque<sup>7</sup>.

Le nom d'« Hellènes »/« *Ellines* » est un terme récent qui désigne la communauté politique des Grecs. Il n'a été introduit dans l'usage qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la

<sup>5</sup> Sur ce sujet actuellement en plein renouvellement historiographique, voir notamment Manos Avgeridis, Efi Gazi et Kostis Kornetis (éd.), *Μεταπολίτευση. Η Ελλάδα στο μεταίχμιο δύο αιώνων* [*Metapolitevsi. La Grèce dans l'entre deux siècles*], Athènes, Themelio, 2015, en particulier l'introduction p. 15 et suiv., et Efi Gazi « Μεταπλάσεις της ελληνικής εθνικής ιδεολογίας και ταυτότητας στη Μεταπολίτευση [Transformations de l'idéologie et de l'identité nationales pendant la Metapolitevsi] », notamment p. 257 et suivantes ; parmi les nombreux ouvrages de Yiannis Voulgaris, *Η Ελλάδα από τη Μεταπολίτευση στην Παγκοσμιοποίηση* [*La Grèce de la Metapolitevsi à la mondialisation*] et *Η μεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009* [*La Grèce de la Metapolitevsi, 1974-2009*], Athènes, Polis, respectivement 2008 et 2013 ; Hara Kouki et Antonis Liakos, « Narrating the story of a failed national transition: discourses on the Greek crisis, 2010–2014 », revue *Historiein*, vol. 15, « Revisiting Democratic Transitions in Times of Crisis », 2015.

<sup>6</sup> Antonis Liakos, *πώς στοχάστηκαν το έθνος αυτοί που ήθελαν να αλλάξουν τον κόσμο; [Comment ceux qui voulaient changer le monde ont-ils pensé la nation ?]*, Athènes, Polis, 2005, p. 12.

<sup>7</sup> Sur l'histoire et l'usage des dénominations présentées ici et, en particulier, sur le choix du nom de la nation (entre les termes « *Graikos* »/« Grec » et « Hellène ») au XVIII<sup>e</sup> siècle, voir la mise au point faite par l'historien byzantiniste Basileios A. Mystakidès au moment du règlement de la « question d'Orient » en 1920 : *Αί λέξεις Έλλην, Γραικός (Γραικύλος), Βυζαντινός, Ρωμαίος (Γραικορρωμαίος), Οθωμανός (Έλλην Οθωμανός), Μωαμεθανός, Τουρκος, Οσμανλής* [*Les mots Hellène, Graikos (Graikylos), Byzantin, Romaios (Graikoromaios), Ottoman (Hellène Ottoman), Mahométan, Turc, Osmanli*], Tübingen, 1920 ; Ioannis Koubourlis, « Η ιδέα της ιστορικής συνέχειας του ελληνικού έθνους στους εκπροσώπους του ελληνικού Διαφωτισμού: η διαμάχη για το όνομα του έθνους και οι απόψεις για τους αρχαίους Μακεδόνες και τους Βυζαντινούς [L'idée de la continuité historique de la nation grecque chez les représentants des Lumières grecques : la bataille autour du nom de la nation et les conceptions au sujet des anciens Macédoniens et des Byzantins] », revue *Dokimes*, t. 13-14, printemps 2005, p. 137-191

faveur des Lumières grecques et dans le contexte de formation, dans toute l'Europe, de la conception moderne de la nation. Jusque-là, il servait à désigner les Grecs de l'Antiquité, notamment leur état de *païens*. À partir de la Révolution française, le terme fut repris, et préféré à celui de « *Graikos* »/« *Grec* », par des intellectuels occidentaux et grecs dans des projets de formation et d'émancipation nationales, où la référence à l'Antiquité était primordiale. Après avoir désigné les révoltés de 1821 qui déclarèrent l'existence et l'indépendance de la Grèce, il désigne de nos jours les citoyens de l'État grec et c'est en tant qu'*Hellènes* que les Grecs ont été reconnus et intégrés à l'Europe.

Mais ce nom n'a jamais remplacé ni exclu le vieux terme de « *Romioi* » que l'on est souvent amené à traduire aussi par « Grecs ». À l'origine, le mot désignait les Chrétiens de l'Empire ottoman auquel ils avaient été intégrés par le conquérant en tant que « Romains », car issus de l'Empire byzantin (donc romain). Ils y formaient une catégorie religieuse reconnue sous l'autorité du patriarche de Constantinople. Quelle qu'ait été leur origine ethno-culturelle ou linguistique, ces populations chrétiennes issues de l'Empire byzantin étaient en principe désignées par ce terme de « *Romioi* » en grec, « *Rum* » en turc. Mais la prédominance du grec dans le monde byzantin, dont il était la langue officielle, puis dans le monde ottoman – au moins balkanique – où il fonctionnait comme langue liturgique et langue véhiculaire, contribua, progressivement, à l'identification des *Romioi* aux hellénophones, même si cette identification ne fut jamais exclusive. Le mot « *Romios* » renvoie donc à ce qui, à partir de l'époque byzantine, a constitué le cœur de l'identité grecque : la religion chrétienne orthodoxe et, plus largement, un monde impérial non national où l'appartenance à la communauté religieuse primait sur toute autre.

Pour le dire en peu de mots, le terme d'« *Hellène* » comporte avant tout une définition politique et un caractère lié à cette définition politique : le révolté contre le sultan, puis le citoyen de l'État grec ; sa référence à l'Antiquité a vocation à marquer l'appartenance de la Grèce à l'Europe des nations avec l'aide de laquelle elle s'est construite, par la revendication d'un héritage et de valeurs partagés. Le terme de « *Romios* », quant à lui, renvoie à d'autres traits et qualités, qui en grande partie échappent aux principes de cette construction nationale mais qui, aujourd'hui encore, demeurent prégnantes dans la société grecque, comme d'ailleurs dans celles des autres pays des Balkans : l'héritage d'Empire, byzantin comme ottoman, ainsi que l'appartenance à une société qui ne s'identifie que relativement peu à l'État<sup>8</sup>. Ainsi, le dictionnaire de langue de Georges Babiniotis qualifie-t-il l'adjectif « *romios* » dans son acception actuelle : « À partir du début du XX<sup>e</sup> siècle "romios" a été employé pour désigner le contraire de l'imitation de l'Europe, la physionomie populaire, chrétienne, byzantine et orientale [...] du Grec contemporain [*Neohellinas*]<sup>9</sup>. » On peut relever, à ce titre, que le long texte poétique du poète communiste Yiannis Ritsos consacré à la résistance grecque pendant la Seconde Guerre mondiale et à toutes les souffrances endurées ait été intitulé *Romiosyni* (« Grécité »), renvoyant à l'identité et au courage de combattants qui bientôt se retrouvèrent opposés aux forces gouvernementales dans la guerre civile.

<sup>8</sup> Cf. Sylvie Gangloff (dir.), *La perception de l'héritage ottoman dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, coll. « Varia Turcica xxxv », 2005, entre autres Alexandre Popovic, « Quelques réflexions au sujet de l'héritage ottoman dans la recomposition politique et identitaire des sociétés balkaniques à l'heure actuelle », pp. 129-142.

<sup>9</sup> Georges Babiniotis (ed.), *Λεξικό της Νέας Ελληνικής Γλώσσας [Dictionnaire de la langue grecque moderne]*, Athènes, Kentro Lexikologias, 1998, traduit par nous.

Ce sont ainsi les deux héritages majeurs qui se combinent – et s'affrontent – dans l'identité nationale grecque et que le terme de « Grec » exprime avec peine : l'héritage ottoman, lui-même porteur d'héritages impériaux plus anciens comme celui de Byzance<sup>10</sup>, et celui de l'Europe qui a joué un rôle fondamental dans la construction de la nation depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. À ces deux termes et à ces deux héritages, répondent aussi deux conceptions de la communauté nationale, qui elles-mêmes bénéficient de termes particuliers, l'« *ethnos* » et le « *genos* ». Le vieux terme de « *genos* », parfois traduit par « nation » mais dans une acception plus ancienne que celle qui s'est imposée au XIX<sup>e</sup> siècle, rappelle, par son étymologie –gen/engendrer, des liens de nature familiale et généalogique entre les membres de la communauté. Il s'agit du terme qui était utilisé dans l'Empire ottoman pour désigner la communauté des Chrétiens dépendant du patriarche de Constantinople : il constituait ainsi l'espace, social et politique, des *Romioi*. Il est encore employé de nos jours par le patriarcat de Constantinople pour désigner l'ensemble de ses fidèles. Enfin, c'est en référence à cette communauté que fut concrètement organisé l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie sous l'égide de la Société des Nations, par la Convention de Lausanne du 30 janvier 1923 : il ne fut en effet pas possible de séparer les « Grecs » des « Turcs », autrement qu'en procédant « à l'échange obligatoire des ressortissants turcs de religion grecque-orthodoxe établis sur les territoires turcs et les ressortissants grecs de religion musulmane établis sur les territoires grecs<sup>11</sup> ». Pour clairement démarquer les nations grecque et turque issues toutes les deux du monde ottoman, ce sont donc les catégories ottomanes qui ont été convoquées, ce qui, sans doute, n'a pas manqué d'avoir des conséquences sur la définition de l'identité nationale en Grèce. Quant au terme d'« *ethnos* », il correspond au terme actuel de nation. Il s'est forgé en grec en même temps que le nom d'« Hellène », dans une optique d'émancipation et de construction nationales. L'*ethnos* apparaît ainsi comme une nation politique moderne, forgée à partir du *genos*, même s'ils n'ont jamais été complètement confondus<sup>12</sup>.

Ces deux composantes, qui coexistent dans la conscience collective après deux siècles de formation nationale, doivent être prises en compte dans l'analyse des tensions et des conflits qui sous-tendent la vie politique et sociale de la Grèce. À partir de la création de l'État grec, tout le XIX<sup>e</sup> siècle peut être interprété comme la tentative, souvent réussie, de l'État de construire la nation-*ethnos* et d'imposer l'État-nation : c'est à cette œuvre que concoururent, parallèlement à la mise en place des institutions administratives et politiques, des historiens comme Constantin Paparrigopoulos ou Spyridon Zambélios<sup>13</sup>. En « hellénisant » la société, l'enjeu était de la détacher de ses racines ottomanes et d'initier, par une nouvelle organisation de l'État et une

<sup>10</sup> Cf. sur ce sujet Olivier Delouis, Anne Couderc et Petre Guran (dir.), *Héritages de Byzance en Europe du Sud-Est à l'époque moderne et contemporaine*, Athènes, École française d'Athènes, Paris, de Boccard, 2013.

<sup>11</sup> *Convention concernant l'échange des populations grecques et turques signée à Lausanne le 30 janvier 1923*, dans France, Ministère des Affaires étrangères, *Conférence de Lausanne* (Livre jaune), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1923, p. 116.

<sup>12</sup> Pour une présentation de ces deux notions en français, voir Georges Prévélakis, *Géopolitique de la Grèce*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 34-37, et surtout Maria Couroucli, « Génos, *ethnos*. Nation et État-Nation », *Ateliers d'Anthropologie*, n° 26, « Identités, nation, globalisation », 2003, p. 287-299, ainsi que *L'europanisme mis en question. Récits ethno-orientalistes de la crise grecque*, texte de la Conférence Eugène Fleischmann VII, brochure, Société d'Ethnologie, 2013, [en ligne] : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01218158>.

<sup>13</sup> Cf. en particulier Ioannis Koubourlis, *La formation de l'histoire nationale grecque*, *op. cit.*

institutionnalisation du pouvoir, des liens politiques et sociaux reposant sur des bases publiques ; mais il s'agissait tout autant d'assimiler, *a posteriori*, ce qui relevait du passé impérial byzantin et médiéval à la nation *hellène* ; en cela, Nicolas Svoronos s'inscrit à son tour dans cette tradition à la fois historiographique et politique, comme Antonis Liakos n'a pas manqué de le relever<sup>14</sup>.

Cependant, les agrandissements territoriaux de l'État grec à l'issue des guerres balkaniques et du premier conflit mondial, les guerres du XX<sup>e</sup> siècle, très longues en Grèce et assorties de migrations forcées et de conflits civils, ont modifié profondément la donne politique et sociale, fragilisé le consensus autour de cette construction et introduit des clivages profonds. Ils sont, à n'en pas douter, une des clés pour comprendre la société grecque actuelle dans son ensemble, son rapport à l'État comme son rapport à l'Europe ; en un mot, la tension entre ces deux pôles de l'identité grecque apparaît toujours vive, voire accrue. Les traces de guerre, matérielles ou non, semblent de nos jours plus que jamais présentes et font l'objet de revendications et de tentatives de réappropriations. Nous présenterons tout d'abord un exemple emblématique de ces enjeux d'identité et de mémoire, celui du devenir d'un ensemble architectural athénien puis, dans une partie suivante, nous tenterons d'expliquer, par l'apport des études de plus en plus nombreuses sur la question en Grèce, les raisons de la mise en exergue de ces mémoires de conflit et ce qu'elles peuvent révéler de l'évolution actuelle de la société grecque.

## Quartiers de réfugiés et mémoire des conflits

Entre la fin des années 1990 et 2008, le projet, porté par des organismes publics, d'autoriser la démolition d'un ensemble de bâtiments très dégradés du centre d'Athènes souleva un tollé proche du scandale et mobilisa des pans entiers de la société civile grecque, ainsi que des réactions de l'étranger. L'émotion que l'affaire suscita, les appels à la mémoire collective et à un examen de conscience nationale, les positions prises, à cette occasion, sur l'histoire grecque, l'État et même l'Europe, nous introduisent au cœur des problèmes et des conflits d'identité soulevés en Grèce au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ces immeubles dits « de réfugiés » (« *prosfygika* ») du boulevard Alexandras furent construits par l'État au milieu des années 1930 pour loger des familles arrivées avec l'échange gréco-turc de populations de 1923 et qui depuis plus de dix ans attendaient un toit. Construits par un architecte de renom, Kimon Laskaris, ils s'inscrivaient dans le mouvement du Bauhaus par leur style et les fonctionnalités de l'habitat, et introduisirent une modernité architecturale jusque-là inconnue à Athènes. En décembre 1944, le quartier fut l'un des lieux d'affrontement lors des *Dekemvriana*, les « événements de décembre » occasionnés par le refus des forces de la Résistance communiste d'être unilatéralement désarmées par les forces gouvernementales et britanniques, journées qui marquèrent un point de non-retour dans le début de la guerre civile ; des photos de 1944, publiées de nombreuses fois dans la presse des années 2000, montrent une foule innombrable massée sur le boulevard Alexandras, sur les balcons et sur les toits des immeubles de réfugiés au cours d'une gigantesque manifestation. Pendant les combats des jours suivants, les immeubles servirent de base aux communistes et les fusillades, qui firent au cours du mois des milliers de morts et de blessés dans Athènes, criblèrent de balles les façades des immeubles du

---

<sup>14</sup> Antonis Liakos, « Μυθολογίες και αγιογραφίες [Mythologies et hagiographies] », art. cit.

boulevard Alexandras. Plus tard, le développement urbain galopant commença à menacer ce quartier populaire qui, de périphérique au moment de sa construction, se retrouva en bordure du centre-ville. L'État commença donc, à partir de la fin des années 1960<sup>15</sup>, à racheter les logements qui se libéraient dans le but, à terme, de démolir les immeubles et de reconvertir l'ensemble du quartier en même temps que le vieux stade de football du Panathinaïkos, situé juste en face. La dégradation des bâtiments, qui dès lors ne furent plus entretenus, en fut la conséquence ; lorsque le projet de démolition se précisa dans la perspective des Jeux olympiques de 2004, on n'y comptait plus que 90 logements occupés sur 228<sup>16</sup>.



**Le quartier des réfugiés du boulevard Alexandras en 2016. © Anne Couderc.**

C'est dans ce contexte qu'éclata un vif mouvement de protestation, très suivi par les médias, soutenu fortement par la presse communiste, mais aussi mené par des associations de descendants de réfugiés d'Asie mineure, par de nombreux artistes et intellectuels, par des associations d'architectes et par des ONG<sup>17</sup>. Il rassembla aussi les habitants des immeubles et du quartier alentour. En 2006, le jeune Alexis Tsipras, candidat à la mairie d'Athènes, inscrivit la question des immeubles de réfugiés dans les thèmes de sa campagne et organisa une manifestation dans le quartier condamné<sup>18</sup>. Face à la mobilisation, le projet de démolition fut gelé ; la façade ravagée de l'immeuble bordant le boulevard Alexandras fut masquée par une bâche – représentant le Parthénon – pour le temps des Jeux olympiques : la Grèce en 2004 ne montrait pas ses blessures au monde. Enfin, en 2008, l'ensemble fut classé par le

<sup>15</sup> Les premières mesures en vue du rachat des appartements ont été publiées au *Journal du Gouvernement* en 1967 (ΦΕΚ178/Δ/12-12-1967).

<sup>16</sup> Il n'existe pas de monographie scientifique consacrée à ce quartier ni à l'habitat des réfugiés en général. On peut se reporter à la page qui leur est consacrée sur le site de la Fondation nationale de la recherche grecque (EIE) : [http://www.eie.gr/archaeologia/gr/arxeio\\_more.aspx?id=1](http://www.eie.gr/archaeologia/gr/arxeio_more.aspx?id=1).

<sup>17</sup> Cf. parmi de nombreux manifestes : « Κατεδάφιζοντας τη μνήμη [La démolition de la mémoire] », signé de l'anthropologue Roxane Kaftantzoglou et de l'architecte Photeini Margariti, *To Vima*, 26 janvier 2003 ; « Προσφυγικά Λεωφόρου Αλεξάνδρας. Κατεδάφιση της αρχιτεκτονικής και της ιστορικής μνήμης [*Prosfygika* du boulevard Alexandras. Destruction de la mémoire architecturale et historique] », communiqué de presse de l'Union panhellénique des architectes, 27 novembre 2003, <http://www.sadas-pea.gr/archive/2000-2011/31230.htm> (consulté le 10 juillet 2015).

<sup>18</sup> *To Vima*, 23 juillet 2006.

ministère de la Culture et, si la question du devenir de ces bâtiments de nos jours squattés et au bord de la ruine n'est toujours pas résolue, ils ne peuvent plus, en principe, faire l'objet de destruction.

Plusieurs grands thèmes se dégagent des revendications des défenseurs du quartier, chacun porté par des groupes différents. Mais tous, d'une façon ou d'une autre, ont placé au centre de leur revendication la question générale de l'identité de la Grèce. Les uns, comme les associations d'architectes et de nombreux intellectuels, reprochèrent à l'État de ne protéger que les monuments évoquant l'héritage de l'Antiquité, alors que ces immeubles avaient contribué à rattacher la Grèce au mouvement européen du modernisme dans l'entre-deux guerres. Les autres, les plus nombreux, invoquaient la question de la mémoire, d'une mémoire dont ces bâtiments, dégradés et comme meurtris, auraient été les porteurs et les témoins et qu'auraient ignorée les représentants officiels de l'État et de la nation : mémoire de l'échange de populations, de l'exil et du déracinement, mémoire de la guerre civile. Au cours des années, les lieux eux-mêmes semblent être devenus un espace d'expression de mémoires alternatives et contestataires. Sur l'un des murs criblés des balles de 1944, une grande cible fut peinte, semblable à celles que portait, en broche, la majorité de la population en 1999 lors du bombardement de la Serbie par l'OTAN pendant la guerre du Kosovo, par solidarité avec les Serbes et pour dénoncer la brutalité d'une politique occidentale jugée incapable de saisir les enjeux locaux et régionaux ; au moment où la menace de démolition fut la plus forte, de nombreuses cibles semblables furent exposées aux balcons des immeubles. De même, parmi les graffitis couvrant les murs du quartier, on lit depuis le milieu des années 2000, sur l'un des murs de soutènement des immeubles, l'inscription en énormes lettres « ΜΗΝ ΞΕΧΝΑΣ », « N'OUBLIE PAS » : apparemment invocation absolue de la mémoire contestataire (c'est ainsi que le cliché de l'inscription a circulé un temps sur internet), elle semble reprendre l'ancien slogan d'un autre conflit – « δεν ξεχνώ », « je n'oublie pas » – lancé après la partition de Chypre en 1974. En fait, il s'agit de la fin d'une plus longue inscription couvrant le mur de l'îlot précédent, elle, désormais presque effacée, appelant à ne pas oublier « Michalis », le jeune lycéen anarchiste Michalis Kaltezas assassiné par la police le 17 novembre 1985, après les manifestations de commémoration de l'écrasement des étudiants de l'École polytechnique en 1973 par le gouvernement de la junte<sup>19</sup>.

Autour de la question de ce quartier, ce sont ainsi bon nombre des expériences traumatiques de l'histoire récente de la Grèce qui surgissent. Les conflits et la quasi-permanence d'un état de guerre civile a en effet marqué de façon fondamentale et particulière la société grecque au XX<sup>e</sup> siècle : dix ans de conflits continus de 1912 à 1922, neuf ans de 1940 à 1949, suivis, dans les deux cas, de déplacements de populations, de conflits civils armés et de coups d'État. Or dans les deux cas, malgré, d'une part, les gains territoriaux considérables réalisés lors des guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale, et malgré, d'autre part, l'héroïque résistance des Grecs contre les occupations italienne et allemande entre 1940 et 1944, la fin de chacune des deux guerres mondiales et la victoire du camp auquel le pays appartenait n'est de nos jours ni fêtée ni commémorée : le goût amer de la guerre civile empêche,

<sup>19</sup> « Δολοφονία Καλτεζά. Η απουσία χάνει τη μάχη της συνενείσης [Assassinat de Kaltezas. La police perd le pari de la consensualité] », dans Vasilis Vamvakas et Panayis Panayiotopoulos (ed.), *Η Ελλάδα στη δεκαετία του '80. Κοινωνικό, πολιτικό και πολιτισμικό λεξικό [La Grèce des années 80. Dictionnaire social, politique et culturel]*, Athènes, Epikentro, [2010] 2014, p. 122-123.



pour l'une et l'autre guerre, la communion nationale. Kostas Kostis qualifie ainsi d'« oubli collectif » l'absence de toute commémoration de la Première Guerre mondiale en Grèce et l'explique par le « refus de la mémoire collective de reconnaître une période traumatisante et pas particulièrement héroïque pour le pays<sup>20</sup> ».

La première trace de guerre évoquée par les défenseurs des immeubles du boulevard Alexandras est la « Grande Catastrophe » de 1923 : la fin de la présence grecque en Asie mineure et l'établissement d'un million et demi de réfugiés arrivés à la suite de la défaite grecque face à la Turquie et de l'échange de populations imposé par le traité de Lausanne. Avec ces réfugiés, c'est l'un des deux grands traumatismes du XX<sup>e</sup> siècle qui est évoqué : arrivés en masse dans une Grèce épuisée par dix ans de guerre, arrachés pour certains dans une violence extrême à leurs foyers, les réfugiés, qui comptaient parmi eux bien peu d'hommes jeunes, reçurent en Grèce un accueil souvent hostile<sup>21</sup>. La question de leur établissement, des terres qui leur seraient octroyées, de l'accès au marché du travail créa de violents antagonismes avec la population sur place, qui semblent avoir ressurgi par la suite dans la guerre civile. De nos jours, les nombreux quartiers et villages de réfugiés, toujours désignés sous ce nom et encore fortement individualisés, sont doublement significatifs du point de vue de l'articulation de la mémoire collective et de la conscience nationale grecque. Beaucoup de ces quartiers n'apparaissent en effet pas totalement intégrés à l'espace national hellène. Des travaux d'anthropologues ont montré leur forte identité maintenue tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi ceux de Renée Hirschon, dans les années 1980, sur la banlieue de Kokkinia au Pirée, où la culture, les modes de vie, d'habitation, mais aussi les comportements politiques continuent à individualiser fortement le quartier<sup>22</sup>. Dans la plupart de ces quartiers, même si ce n'est pas le cas de celui du boulevard Alexandras, les noms des rues qui souvent reprennent la toponymie des « patries perdues » caractérisent des espaces symboliques qui ne correspondent pas aux marqueurs de l'identité nationale *hellène* et recréent partiellement le monde des *Rum/Romioi* d'Asie mineure.

Pourtant, la mobilisation autour des immeubles d'Alexandras le prouve, ces quartiers revêtent aussi, de façon plus récente, une autre signification. Au-delà de l'espace rêvé, anatolien, qu'ils représentent, c'est aussi une mémoire traumatique qu'ils incarnent, celle de l'échange et des conditions dramatiques de l'installation en Grèce. Depuis les années 1980 en effet, de nombreuses communes de réfugiés ont érigé, sur leurs places, des monuments commémoratifs de l'échange. Tels des monuments aux morts, beaucoup d'entre eux figurent des êtres fantomatiques, à l'instar des *Réfugiés de Pergame* du sculpteur Vassos Kapandaïs dans le parc du souvenir de la commune de Néa Smyrni, qui évoquent, plus que leur situation concrète, la mémoire meurtrie ou l'imagination hantée des générations qui en sont issues. À ce titre, dans les présentations des immeubles du boulevard Alexandras par les militants mobilisés

<sup>20</sup> Kostas Kostis, « Τα κακομαθημένα παιδιά της Ιστορίας ». *Η διαμόρφωση του νεοελληνικού κράτους 18ος-21ος αιώνας* [« Les enfants gâtés de l'Histoire ». *La formation de l'État grec moderne, XVIII-XXI<sup>e</sup> siècle*], Athènes, Polis, 2013, p. 553 ; le chapitre sur l'entre-deux guerres de l'ouvrage, que nous citons, a été publié en français dans une forme résumée sous le titre « La paix introuvable, le cas grec » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre : le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008.

<sup>21</sup> Pour une présentation générale de l'échange de populations de 1923 et son impact sur la vie en Grèce, voir l'ouvrage classique de Dimitri Pentzopoulos, *The Balkan Exchange of Minorities and its Impact on Greece*, Paris, Mouton, 1962, republié en 2002, Londres, Hurst & Company.

<sup>22</sup> Renée Hirschon, *Heirs of the Greek catastrophe. The Social Life of Asia Minor Refugees in Piraeus*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

contre leur destruction, revient souvent le fait qu'ils avaient été destinés à des réfugiés très pauvres, qui n'avaient pas encore été relogés au milieu des années 1930. Au-delà de l'affirmation identitaire, ce sont donc aussi la souffrance et la demande de reconnaissance de la souffrance qui sont mises en avant auprès des représentants de la nation.



**Vassos Kapantaïs, les *Réfugiés de Pergame* à Néa Smyrni dans l'agglomération d'Athènes. © Anne Couderc.**

L'autre trace de guerre fortement évoquée par les bâtiments du boulevard Alexandras est celle de la guerre civile. Très fortement marqués par les impacts de balles – qui ont lourdement contribué à leur dégradation –, ils sont depuis longtemps inscrits parmi les lieux de mémoire de la gauche communiste et continuent à être revendiqués comme tels. Ainsi le démontre l'installation en 2009, par le parti

communiste, d'une stèle commémorative à quelques mètres du premier immeuble, à la mémoire des « combattants héroïques du KKE [le parti communiste] et de l'EAM-ELAS [la résistance communiste et son armée] qui ont fait la guerre en décembre 1944 contre la classe bourgeoise et l'impérialisme britannique ». Ainsi, la presse de gauche compta-t-elle, dans les années 2000, parmi les soutiens les plus déterminés de la sauvegarde du quartier d'Alexandras<sup>23</sup>.

On le voit donc, le devenir des immeubles du boulevard Alexandras et la mobilisation qu'il a suscitée permettent de cerner des questions névralgiques relatives à la cohésion nationale en Grèce. Au-delà de la remise en cause du caractère absolu du modèle esthétique national, et au-delà, de la possibilité de s'identifier entièrement à l'État, il s'agit d'abord de la mise en avant de mémoires communautaires, celles des réfugiés d'Asie mineure et celle des communistes, dans lesquelles une partie de la société grecque a pu se reconnaître. Mais on peut sans doute lire aussi, dans l'importance et dans la durée de la mobilisation, la volonté d'inscrire dans une identité commune, au-delà des clivages, la mémoire des événements symbolisés par ces quartiers, et notamment celle d'une expérience générale de la violence au cours des épreuves traversées par le pays.

## **Société, guerres et guerre civile : un « trauma culturel » ?**

L'apport de l'historiographie des deux dernières décennies sur la guerre civile grecque peut nous permettre de comprendre cette évolution de la société par rapport à son passé et de tenter de mesurer son impact sur la cohésion nationale.

Tout d'abord, la place de la guerre civile de 1944-1945 à 1949 dans l'histoire grecque est, au-delà de son indubitable spécificité, à replacer dans un temps de conflit intérieur beaucoup plus long, commençant en 1916 et ne s'achevant pas avant 1974<sup>24</sup>. La division profonde du pays et l'irruption de la violence armée dans la vie politique avaient de fait commencé pendant la Première Guerre mondiale, quand la Grèce dut choisir son camp dans le conflit, entre une neutralité favorable à l'Allemagne, prônée par le roi, et une entrée en guerre aux côtés de l'Entente, soutenue et finalement réalisée par le président du Conseil Éleuthère Vénizélos. La « Discorde nationale » (*Ethnikos Dichasmos*) qui éclata fut une guerre civile qui ne dit pas son nom<sup>25</sup>. Retenons pour notre propos les travaux de Giorgos Mavrogordatos<sup>26</sup>, qui ont montré le caractère massif de cette discorde et la durable rupture occasionnée dans la société. L'affrontement entre les royalistes, structurés dans la première organisation de masse du pays, l'organisation pré-fasciste des Épistrates (les mobilisés), et les libéraux pro-Entente de Vénizélos fut total. Kostas Kostis explique l'extrême violence du conflit et les tentatives de destruction physique de l'adversaire par les expériences qui avaient déjà été vécues au cours des guerres balkaniques, en particulier l'abolition de la

<sup>23</sup> Cf. parmi des dizaines d'articles dans de nombreux journaux, « Προσφυγικά Λεωφόρου Αλεξάνδρας, Μεγάλο "φιλέτο" για το κεφάλαιο [Quartier des réfugiés boulevard Alexandras : gros coup pour le capital] », article du journal communiste *Rizospastis* dans lequel sont publiées des photographies de 1944 et d'un mur criblé de balles.

<sup>24</sup> Kostas Kostis, *op. cit.*, entre autres p. 866-867.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 558.

<sup>26</sup> Giorgos Mavrogordatos, *Εθνικός διχασμός και μαζική οργάνωση. Οι επίστρατοι του 1916 [Discorde nationale et organisation de masse : les épistrates de 1916]*, Athènes, Alexandria, 1996, et 1915. *Ο εθνικός διχασμός [1915. La discorde nationale]*, Athènes, Patakis, 2015.

distinction entre civils et militaires<sup>27</sup>. De cette période, la Grèce est restée marquée pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle. Deux mondes se sont fait désormais face, dressés l'un contre l'autre par l'expérience de la violence et la volonté de revanche, et pour lesquels les coups d'État militaires étaient durablement devenus un moyen d'action politique<sup>28</sup>. Pour autant, malgré les importantes avancées de la recherche, il reste difficile de mesurer concrètement la façon dont les lignes de rupture de l'entre-deux-guerres ont joué ultérieurement, dans les divisions de la guerre civile issue de la Deuxième Guerre mondiale. Il est certain en tout cas que la « Discorde nationale » constitua une forme de préambule à la guerre civile et que la question des réfugiés d'Asie mineure, qui ont fortement participé au conflit de l'entre-deux-guerres du côté vénizéliste et qui ont par la suite majoritairement embrassé le communisme, furent aussi des acteurs majeurs de la guerre civile ; par ailleurs, localement, réfugiés et habitants autochtones furent amenés, par antagonisme, à choisir des camps opposés<sup>29</sup>.

Ainsi, comme ce fut le cas lors de la mobilisation autour des *prosfygika* du boulevard Alexandras, la volonté largement partagée, au-delà de ceux qui peuvent s'identifier aux acteurs communistes de la guerre civile, d'inscrire la mémoire de la guerre civile dans la mémoire publique, apparaît avant tout comme un écho de cette expérience très longue et massivement vécue des conflits intérieurs violents dans le pays.

C'est en effet précisément autour de la question de la violence que s'articule une grande partie des travaux qui, depuis la fin de la guerre froide et plus encore depuis que la page de la *Metapolitevsi* se tourne, renouvellent en profondeur la connaissance de la guerre civile et de ses logiques.

Longtemps l'historiographie scientifique fit défaut sur la guerre civile grecque<sup>30</sup> : son histoire fut, jusque dans les années 1980, dominée en Grèce par les interprétations de droite puis, à partir de l'arrivée au gouvernement socialiste d'Andréas Papandréou en 1981 et dans le contexte de la *Metapolitevsi*, elle le fut par celle de la gauche, qui introduisit de nouvelles interprétations, toujours dictées par des postulats idéologiques. Dans le cadre d'une politique de la mémoire visant d'une part à affirmer la valeur patriotique des combattants de gauche et d'autre part à organiser la « réconciliation nationale », la production de gauche des années 1980 affirma l'unité d'une « résistance nationale », vouant à l'oubli les débuts de la guerre civile au sein même de la résistance ; les débuts de la guerre civile furent ainsi, dans cette optique, repoussés à 1946, et attribués aux seuls agissements des forces britanniques.

Le renouvellement historiographique récent revêt en Grèce une importance particulière : ses acteurs, ses historiens, ses sociologues, ses anthropologues, ses

<sup>27</sup> Kostas Kostis, *op. cit.*, p. 559.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 564 et George Mavrogordatos, *Stillborn Republic : Social Coalitions And Party Strategies In Greece, 1922-1936*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1983.

<sup>29</sup> Kostas Kostis, *op. cit.*, p. 590-592 ; Stahis Kalyvas et Nikos Marantzidis, *Εμφύλια πάθη: 23 ερωτήσεις και απαντήσεις για τον Εμφύλιο* [*Passions de guerre civile. 23 questions et réponses sur la guerre civile*], Athènes, Metahmio, 2015, p. 71.

<sup>30</sup> Pour une synthèse historiographique en anglais, voir Nikos Marantzidis et Giorgos Antoniou, « The Axis Occupation and Civil War: Changing Trends in Greek Historiography, 1941-2002 », *Journal of Peace Research*, vol. 41 n° 2, 2004, p. 223-231. En grec, cf. Kostas Kostis, *op. cit.*, chapitres « Πόλεμοι [Guerres] (1941-1949) » et « Αντικομμουνιστικό κράτος [État anticommuniste] », p. 646-791, et la présentation bibliographique des pages 884-887 ; cf. aussi la mise à jour présentée à la fin de chaque chapitre de l'ouvrage de Stahis Kalyvas et Nikos Marantzidis, *Εμφύλια πάθη* [*Passions de guerre civile*], *op. cit.*, ainsi que le chapitre « Τι κληρονομιά μας άφησε ο εμφύλιος πόλεμος; [Quel héritage nous a laissé la guerre civile ?] », pp. 497-514.

politistes, ses psychanalystes ont profondément renouvelé la connaissance de la guerre civile parce qu'ils ont eu accès à des sources nombreuses et variées. Mais, c'est un trait remarquable de leur engagement, ils jouent aussi un rôle important au-delà de la communauté scientifique et connaissent une audience croissante dans la société grecque. Leurs travaux dépassent les clivages idéologiques et les logiques de mémoire des groupes, qui avaient prévalu jusqu'à la fin des années 1990, par la prise en compte de nouveaux paradigmes : sociologie de la violence, études « par le bas » de cas individuels ou collectifs, intégration de l'étude du cas grec dans des études internationales plus larges et comparatives sur les guerres civiles et la violence intracommunautaire, constitution et prise en compte de la mémoire du conflit et donc de sa présence dans la société contemporaine. Il est significatif que beaucoup des auteurs de ce changement historiographique, Grecs pour la plus grande partie d'entre eux, aient commencé leurs recherches depuis des institutions étrangères (aux États-Unis, en France, aux Pays-Bas), mais ils publient désormais en Grèce où ils bénéficient d'une audience toujours plus large. Stathis Kalyvas a ainsi introduit une vision en complète opposition avec les discours qui avaient auparavant prévalu, qui rejetaient sur l'autre camp la responsabilité des horreurs commises, mais aussi avec une tendance des ouvrages scientifiques de l'époque de la *Metapolitevsi* à présenter la gauche comme la victime principale de la violence de la guerre civile. Après avoir consacré une contribution à la *terreur rouge* dans l'ouvrage de Mark Mazower sur la sortie de guerre en Grèce<sup>31</sup>, il a publié en 2006 son ouvrage sur la logique de la violence en contexte de guerre civile<sup>32</sup>, dans lequel il a démontré que les appartenances et les clivages politiques n'expliquent pas seuls l'enrôlement de la population dans l'un ou l'autre camp ; seule une analyse des logiques de la violence exercée localement, par exemple dans le recrutement des combattants, peut permettre de comprendre, au cas par cas, les conditions et les causes de la participation des civils aux actes de violence, puis leur identification à un camp ou à un autre. C'est le même type d'analyse que mène Nikos Marantzidis dans l'ouvrage qu'il publie en 2010 sur l'Armée démocratique de Grèce (communiste), dont il présente une image démythifiée permettant de comprendre son fonctionnement, son emprise violente sur les populations et sur ses liens, beaucoup plus présents que ne l'affirmait la tradition communiste, avec les pays du bloc de l'Est<sup>33</sup>.

Parallèlement, de nombreux travaux, basés le plus souvent sur la constitution d'archives orales, prennent en compte les mémoires et les traumatismes occasionnés par la guerre civile, et les effets de la violence sur la société grecque. Parmi ces travaux, on peut notamment citer ceux que Riki van Boeschoten a édités sur l'histoire des enfants déplacés au cours de la guerre civile<sup>34</sup>.

Ces nouvelles lectures transversales, sociologiques et non plus idéologiques, de la guerre civile peuvent ainsi fournir de nombreuses clés pour comprendre la volonté souvent répétée de donner sa place à la mémoire des expériences traumatiques<sup>35</sup>.

<sup>31</sup> Stathis Kalyvas, « Red terror, Leftist Violence during the Occupation », dans Mark Mazower, *After the War Was Over : Reconstructing the Family, Nation, and State in Greece, 1943-1960*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 142-183.

<sup>32</sup> Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

<sup>33</sup> Nikos Marantzidis, *Δημοκρατικός Στρατός Ελλάδας [Armée Démocratique de Grèce], 1946-1949*, Athènes, Alexandria, 2010.

<sup>34</sup> Loring M. Danforth et Riki van Boeschoten, *Children of the Greek Civil War. Refugees and the Politics of Memory*, Chicago, University of Chicago Press, 2011.

<sup>35</sup> Cf. notamment Riki van Boeschoten et al., *Μνήμες και λήθη του ελληνικού εμφυλίου πολέμου [Mémoires et oublis de la guerre civile grecque]*, Athènes, Epikentro, 2008.

Mais, à leur tour, quel rôle ces nouvelles approches jouent-elles dans le débat public ? Le sociologue Nikos Demertzis, dans un ouvrage collectif récent, relève et caractérise la nouvelle place qu'occupe la guerre civile dans la société grecque contemporaine<sup>36</sup>. Il prend la mesure de la multiplication des hommages, des commémorations, des émissions, des articles dans la presse, des conférences, des œuvres d'art de toutes natures consacrés à la guerre civile depuis les années 2000, mais aussi la référence de plus en plus fréquente à la guerre civile dans le discours public. Il mesure, surtout, l'audience en constante augmentation auprès du grand public des historiens et autres scientifiques dont les travaux portent sur la guerre civile, notant par exemple que l'ouvrage de Nikos Marantzidis sur l'Armée démocratique de Grèce, en 2010, a connu trois éditions et est resté de très nombreuses semaines inscrit au catalogue des meilleures ventes de librairies, un temps même en première position. Il est de ce point de vue significatif que les auteurs eux-mêmes adressent leurs ouvrages à un cercle élargi de lecteurs, comme le montre le récent ouvrage de Stahis Kalyvas et Nikos Marantzidis, *Passions de guerre civile. 23 questions et réponses sur la guerre civile* : du dire même de ses auteurs, il a vocation à faire connaître et à expliquer à un public non spécialisé le contenu de recherches scientifiques qui n'ont, dans ce domaine précis, souvent pas été traduites en grec<sup>37</sup>. Sorti en librairie en septembre 2015, leur livre en était, au printemps 2016, à sa septième édition. De cette présence accrue de la guerre civile dans les préoccupations de la société grecque, de la nouveauté d'un dialogue public au sujet de ses interprétations, Nikos Demertzis conclut au fait que l'« affliction collective » qui jusque-là touchait des composantes de la société et se transmettait familialement, est entrée dans « l'histoire vécue du pays » et que l'on est passé à un « trauma culturel » touchant désormais une partie élargie de la société<sup>38</sup>. L'interprétation idéologique de l'histoire, que ce soit celle de l'immédiat après-guerre ou celle de la *Metapolitevsi*, tend ainsi à s'effacer au profit d'une volonté largement partagée de comprendre, de mesurer et de sonder les conséquences à l'échelle de toute la société. Le classement du quartier des réfugiés du boulevard Alexandras par l'État sous la pression de la société civile, comme témoin de l'histoire récente du pays, et son évolution actuelle semblent bien participer de cette évolution ; de nos jours partiellement investi et occupé par des habitants précaires, notamment des migrants passés en Grèce, il continue sans doute à symboliser la contestation de la politique publique de l'État, mais, beaucoup plus largement, dans le contexte actuel de la crise, il résume aussi toutes les expériences douloureuses de la marginalité et de l'exil<sup>39</sup>.

Des premiers résultats de cette enquête, quelle conclusion tirer sur l'évolution de la société grecque, de l'identité nationale et des conditions de son articulation à l'identité européenne ? Le constat le plus général est celui de la coexistence, au sein

<sup>36</sup> Nikos Demertzis *et al.* (ed.), *Εμφύλιος: Πολιτισμικό τραύμα [La guerre civile, trauma culturel]*, Athènes, Alexandraia, 2013.

<sup>37</sup> Stahis Kalyvas et Nikos Marantzidis, *Εμφύλια πάθη [Passions de guerre civile]*, *op. cit.*, p. 13.

<sup>38</sup> Nikos Demertzis *et al.* (ed.), *op. cit.* ; cf. notamment la présentation par Nikos Demertzis du concept de « trauma culturel » dans les chapitres 1 et 2, p. 19 à 90.

<sup>39</sup> Voir à ce titre l'image d'immeubles peuplés de réfugiés démunis qui en est donnée par le photographe Yiorgos Karahallis pour le compte de l'agence Reuters en 2013, <http://blogs.reuters.com/photographers-blog/2014/02/03/the-ghost-buildings-of-athens/>.

de la société grecque, de mémoires en conflits qui témoignent à la fois d'une sortie d'Empire et de sorties de guerre incomplètement résolues et d'un rapport à l'État et à l'Europe, associés à l'affirmation de l'identité *hellène*, toujours problématique.

En 1993, Mélina Mercouri, ancienne résistante contre la junte des colonels qui l'avaient déchu de sa nationalité, ancienne ministre de la Culture – et sur le point, alors, de l'être à nouveau – dans le gouvernement PASOK d'Andréas Papandréou, se prêtait à une longue interview pour la télévision grecque sur sa vie, sa carrière d'actrice et son engagement politique. Lorsque son combat pour obtenir le retour à Athènes des marbres du Parthénon conservés au British Museum de Londres fut abordé, elle le justifia avant tout par des raisons d'identité ; la Grèce antique seule pouvait permettre aux Grecs d'être eux-mêmes : « La Grèce, c'est ça : son héritage ! C'est sa richesse ! Si nous perdons cela... nous ne sommes personne<sup>40</sup>. » La référence à la Grèce antique, au-delà de la place réelle qu'elle occupe dans la culture grecque contemporaine et que Mélina Mercouri a toujours défendue, semblait jouer ainsi comme le seul lien identitaire possible, au-dessus des divisions et des rancœurs, dans une période où la « réconciliation nationale », avait été tentée de façon volontariste, basée sur une politique de l'oubli et de l'effacement. De nos jours cependant, sans que l'identité *hellène* ait à être convoquée, l'expression et la mise en commun des expériences traumatiques peuvent sans doute créer les conditions d'un futur et d'un encore hypothétique dépassement des fractures, qu'elle n'avait assurément pas vingt ans plus tôt. Nikos Demertzis met en effet en avant le fait que la politique de l'oubli, qui avait été celle de la *Metapolitevsi*, avait empêché toute possibilité de pardon, alors que le « trauma culturel », parce qu'il est l'expression d'un passé qui n'est pas nié ni réinterprété idéologiquement, pourrait en ouvrir la voie<sup>41</sup>.

Mais sans doute l'identité grecque comme héritière de l'Antiquité continue-t-elle d'agir comme un trompe l'œil, notamment dans les rapports entre la Grèce et l'Europe. Celle-ci intégra les Grecs comme des *Hellènes*, dont l'identité semblait converger *par essence* avec celle de l'Europe, qui partageait avec elle les bases de sa civilisation. Est-ce à dire que l'ignorance des *Romioi* et l'oubli d'un autre passé, le passé ottoman de la Grèce, un passé impérial où les formes de vie commune et les relations à l'État différaient du modèle occidental, celui aussi des guerres et des traces de guerres ne peut que compliquer une véritable intégration de la Grèce ?

Sans doute, car, une fois encore, la pleine reconnaissance de l'autre est l'indispensable lien pour assurer la vie commune.

### L'auteur

Ancienne membre de l'École française d'Athènes, Anne Couderc est maître de conférences en histoire contemporaine des relations internationales à l'université de Paris 1. Après une thèse de doctorat à l'université de Paris 1, sous la direction de Spyros Asdrachas, intitulée *États, nations et territoires dans les Balkans. Histoire de la première frontière gréco-ottomane, 1827-1881 (2000)*, elle a été détachée, de 2004 à 2010, comme responsable des études sur la Grèce et les Balkans modernes et contemporains à la direction des études de l'École française d'Athènes. Elle est actuellement membre de l'UMR 8138 IRICE et de deux équipes du Labex EHNE

<sup>40</sup> Émission de Yiorgos Douatzis, Το «πορτρέτο» τη Μελίνας Μερκούρη [Le portrait de Melina Mercouri], ERT/ERT 1, 29 janvier 1993, <https://www.youtube.com/watch?v=VACqYPQLxAs>, extrait à 1 h 32, 18-35".

<sup>41</sup> Nikos Demertzis *et al.* (ed.), *op. cit.*, p. 88-90.

(Écrire une histoire nouvelle de l'Europe). Parmi ses dernières publications : *Héritages de Byzance dans l'Europe du Sud-Est (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (en co-direction avec Olivier Delouis et Petre Guran, Athènes et Paris, École française d'Athènes et éditions de Boccard, collection « Mondes Méditerranéens et Balkaniques », 4, 2013) : Contribution personnelle dans cet ouvrage : « Byzance à la Conférence de la Paix (1919). Vénizélos, les revendications de la Grèce et l'idée d'Empire », p. 383-402.

### Résumé

Cet article présente les débats en Grèce autour de l'identité nationale, complexe parce que partagée entre l'héritage impérial ottoman et l'appartenance à l'Europe. Il fait état des conflits de mémoire liés aux traces de guerre matérielles et psychiques laissées par l'échange massif de populations gréco-turque de 1923 et par la guerre civile de 1945-1949 et il prend aussi la mesure du récent renouvellement historiographique sur ces questions et son impact sur un débat public devenu intense depuis les années 2000.

**Mots clés :** Grèce ; identité nationale ; mémoire collective ; échange de populations ; guerre civile.

### Abstract

*"Who Are the Greeks? Traces of War, Vestiges of Empire and Conflicting Memories"*

This article examines the debates that have taken place in Greece regarding national identity, a complex phenomenon given the respective roles of the Ottoman imperial heritage and membership in Europe. It notes the memory conflicts that have been born of the material and psychological traces of war left by the massive exchange of Greco-Turkish populations in 1923 and the 1945-49 civil war. It also considers recent historiographical developments regarding these questions and their impact on what has since 2000 become a very intense public debate.

**Key words :** Greece; Europe; National Identity; Collective Memory; Population Exchange; Civil War.

**Pour citer cet article :** Anne Couderc, « Qui sont les Grecs ? Traces de guerre, vestiges d'Empire et mémoires en conflit », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)